

N° 4965<sup>1</sup>

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

---

---

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2001

\* \* \*

AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX

DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT  
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(5.9.2002)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre du Trésor et du Budget, j'ai l'honneur de vous saisir d'un texte révisé du projet de loi sous rubrique tenant compte de différents *amendements gouvernementaux* dont le détail est précisé dans l'exposé des motifs.

A cet effet, je joins en annexe le texte du projet de loi amendé et l'exposé des motifs.

Je ne manquera pas de vous communiquer dans les meilleurs délais l'annexe à ce projet de loi qui en formera partie intégrante ainsi que les tableaux explicatifs qui en complèteront le commentaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre aux Relations  
avec le Parlement,*  
François BILTGEN

\*

AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX

EXPOSE DES MOTIFS

La loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat prévoit que le dépôt du projet de loi sur le règlement des comptes de l'Etat doit se faire au plus tard le 31 mai 2002. Afin de respecter ce délai, le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 4 juin dernier.

Etant donné que les résultats de l'exercice 2001 n'ont cependant pu être établis qu'à la fin du mois de mai 2002 il s'est avéré impossible d'arrêter les propositions d'affectation de l'excédent des recettes avant le dépôt du susdit projet de loi.

Il importe donc d'amender le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2001 afin de pouvoir tenir compte des propositions d'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 2001 qui font l'objet d'un projet de loi afférent.

Comme par ailleurs une opération de paiement de 1.919,68 euros a encore été comptabilisée après la clôture du compte général, les chiffres de ce dernier doivent être corrigés en conséquence.

Le Gouvernement propose dès lors de remplacer le texte du projet de loi déposé le 4 juin dernier par la version ci-après qui tient compte de ces modifications.

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI AMENDE

**Art. 1er.**– Le compte général des recettes et des dépenses effectuées sur les budgets courant et en capital de l'Etat ainsi que sur le budget pour ordre pendant l'exercice 2001 annexé à la présente loi, est arrêté comme suit:

### A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I – Recettes effectives:	5.709.344.957,25 euros
II – Dépenses effectives:	5.706.960.117,91 euros
III – Excédent de recettes:	2.384.839,34 euros

L'excédent de recettes est porté au crédit du compte „report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital“ dont le solde positif s'établit alors à 505.616.318,86 euros.

### B. Recettes et dépenses pour ordre

I – Recettes pour ordre:	2.789.724.910,61 euros
II – Dépenses pour ordre:	2.816.326.482,11 euros
III – Excédent de dépenses pour ordre:	26.601.571,50 euros

L'excédent de dépenses pour ordre est porté au débit du compte „report du solde des recettes et dépenses pour ordre“ dont le solde négatif s'établit alors à -14.221.921,65 euros.

**Art. 2.**– Les comptes de fonds de tiers déposés auprès de l'Etat sont arrêtés à la fin de l'exercice 2001 comme suit:

#### *I – Fonds des communes*

Fonds communal de péréquation conjoncturelle:	40.335.334,92 euros
Fonds de dépenses communales:	-71.439.765,18 euros

#### *II – Fonds d'autres tiers*

Consignations judiciaires:	22.055.822,92 euros
Consignations faites par des étrangers:	889,54 euros
Fonds des successions en déshérence non encore acquises à l'Etat:	3.071,95 euros

**Art. 3.**– L'avoir disponible des fonds spéciaux et le solde des fonds de couverture de l'Etat sont arrêtés à la fin de l'exercice 2001 comme suit:

#### *I - Fonds spéciaux de l'Etat*

Fonds d'investissements publics administratifs:	375.096.161,49 euros
Fonds d'assainissement en matière de surendettement:	25.000,00 euros
Fonds de la coopération au développement:	49.463.120,00 euros
Fonds communal de dotation financière:	0,00 euro
Fonds de la chasse:	2.784,23 euros
Fonds de crise:	21.715.472,77 euros
Fonds social culturel:	1.280,17 euros

Fonds cynégétique:	434.587,89 euros
Fonds de la dette publique:	414.914.086,77 euros
Fonds des eaux frontalières:	1.378.156,35 euros
Fonds pour l'emploi:	112.177.806,86 euros
Fonds pour la loi de garantie:	182.400.079,88 euros
Fonds pour la gestion de l'eau:	73.131.171,37 euros
Fonds pour les monuments historiques:	14.260.731,04 euros
Fonds d'équipement militaire:	1.056.059,39 euros
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture:	26.487.880,72 euros
Fonds de la pêche:	428.679,06 euros
Fonds pour la protection de l'environnement:	85.886.424,42 euros
Fonds de pension:	8.085.496,15 euros
Fonds du rail:	133.772.044,73 euros
Fonds pour la réforme communale:	61.973,38 euros
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux:	101.148.441,12 euros
Fonds des routes:	225.626.649,68 euros
Fonds d'investissements publics scolaires:	262.543.575,82 euros
Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales:	151.761.788,97 euros
Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières:	323.676.743,22 euros
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux:	48.081.163,05 euros
Fonds d'équipement sportif national:	11.774,87 euros
<i>Total de l'avoir disponible des fonds spéciaux de l'Etat:</i>	<i>2.613.629.123,85 euros</i>

*II – Fonds de couverture de dettes de l'Etat sans incidence budgétaire*

Fonds de couverture des signes monétaires émis par le Trésor:	18.004.295,80 euros
Fonds de couverture des avoirs sur comptes chèques postaux:	629.588.717,03 euros

